

# LOIRE ATLANTIQUE **LES** **NOUVELLES**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 583 - 3 juin 1993 - Prix 2,50 F

## SOMMAIRE

• SAUVONS L'HUMA	2	• SUCCÈS DE LA FÊTE DE L'HUMA	4-5
• LES PÊCHEURS MÉCONTENTES	3	• LA GRANDE PARRAÏSSE DOIT VIVRE	6

### **POUR SE DÉFENDRE, POUR UNE PERSPECTIVE NEUVE LE P.C.F. PLUS QUE JAMAIS A VOS COTÉS**

Il ne se passe pratiquement pas une semaine où le gouvernement Balladur n'annonce de nouvelles mesures destinées à compléter le programme ultra réactionnaire que la droite a décidé de mettre en œuvre dans notre pays. C'est un véritable dispositif tourné contre l'emploi, contre le monde du travail, et visant essentiellement à drainer les gigantesques profits vers les grands groupes capitalistes au détriment du pays et des gens, qui se confirme de jour en jour.

Après l'augmentation de la C.S.G., la mise en cause de la retraite à 60 ans, la volonté de fiscaliser les prestations sociales et familiales, la généralisation de la précarité, etc... le pouvoir veut aujourd'hui, avec les autres gouvernements de droite de la Communauté Européenne, allonger la semaine de travail à 48 heures. Au moment où l'une des solutions pour l'emploi nécessite de réduire le temps de travail à 35 heures hebdomadaires sans diminution de salaires, c'est un nouveau et véritable coup contre l'emploi.

Encouragés par leurs résultats électoraux les communistes sont plus que jamais déterminés à contribuer partout où ils se trouvent au rassemblement de toutes les forces de progrès pour mettre en échec ce programme de la droite, réfléchir avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent à des solutions neuves, qui placent l'homme au cœur du développement de notre société et qui en finissent avec cette logique de profit capitaliste, tourné contre les salariés, les familles, les entreprises, le pays.

La Fête de l'Humanité du week-end dernier a montré la détermination grandissante dans le monde du travail de ne pas s'en laisser compter. Elle a aussi révélé les immenses possibilités de contacts, de discussions, d'échanges pour réfléchir ensemble à des solutions progressistes, conformes aux intérêts des gens et à l'avenir du pays.

C'est un nouvel encouragement pour les communistes à s'adresser largement à tous ceux qui les entourent, sans aucune exclusive, pour rassembler, pour se défendre et ouvrir une perspective neuve dans notre pays.

La force et la vitalité du Parti Communiste sont plus que jamais, pour le monde du travail, une question d'efficacité.

Les 57 personnes qui ont adhéré au P.C.F. durant ce week-end, et les 25 au Mouvement de J.C., l'ont fort bien compris.

Nul doute que dans les jours qui viennent, dans les luttes et les initiatives multiples qu'entendent prendre les communistes, de nombreux autres viendront les rejoindre dans le même esprit.

Alors, n'hésitons pas à les solliciter.

Gilles BONTEMPS,  
Secrétaire de la Fédération  
de Loire-Atlantique du P.C.F.,  
membre du Comité Central

## **SUCCÈS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ MALGRÉ LES CAPRICES DE LA MÉTÉO PLUSIEURS MILLIERS DE PARTICIPANTS SE SONT RASSEMBLÉS AU COURS DE CES DEUX JOURNÉES**



**LES DÉBATS SUR L'EMPLOI, SUR LA PÊCHE etc  
ONT RASSEMBLÉ DES GENS D'OPINIONS  
DIVERSES, QUI ONT ÉCHANGÉ DES IDÉES,  
QUI SE SONT ÉCOUTÉS ET QUI SOUHAITENT  
AGIR ENSEMBLE SUR DES POINTS DE  
CONVERGENCE, SUR DES OBJECTIFS COMMUNS**

**57 personnes ont adhéré au PCF, 25 au Mouvement  
de la jeunesse communiste, 12 abonnements  
à l'Humanité ont été réalisés, 10 CDH se sont créés.**

# LE SORT DE « L'HUMANITÉ » DÉPEND DE NOUS

## UN ARTICLE DE GEORGES MARCHAIS

La presse française connaît la plus grave crise de son histoire depuis la conquête de la liberté de presse. Naturellement, notre journal « l'Humanité » n'est pas épargné. Au contraire, il est d'autant plus en danger que, loin de bénéficier des soutiens capitalistes généreusement accordés à d'autres journaux, il est victime de discriminations publicitaires, fiscales, tarifaires.

Au début décembre, nous avons - par une session spéciale du Comité central - alerté l'opinion publique et les communistes : le quotidien de Jaurès risque de disparaître.

Notre cri d'alarme a été entendu. En trois mois, la diffusion moyenne de « l'Humanité » a progressé de 7 %. La diffusion de l'« Humanité Dimanche » a enregistré des gains. Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il renverse une tendance pesante et déjà ancienne et qu'il est exceptionnel dans le paysage dévasté de la presse française.

Mais la menace n'est pas levée. Au contraire, elle est plus lourde que jamais. C'est un paradoxe. Notre quotidien peut mourir en progressant. Un nouveau et fragile répit a été gagné grâce à ce résultat et aux nouvelles mesures prises par « l'Humanité ». Mais il nous faudra faire les comptes à la prochaine Fête de l'Humanité.

Parlons clair. Contrairement à ce que certains pensent, il n'y a pas de fatalité de l'existence de « l'Humanité » : l'un des rares quotidiens communistes existant au monde peut disparaître. Mais il n'y a pas non plus de fatalité à sa disparition : les forces pour sa sauvegarde et son développement existent. Tous les communistes sans exception doivent le mesurer et s'engager avec détermination pour leur journal.

Nous avons souvent dit que nos journaux révolutionnaires ne peuvent exister sans le soutien du parti révolutionnaire, le Parti communiste français. C'est toujours vrai. Mais il est vrai aussi que le Parti dont nous avons besoin, rénové, moderne, ouvert, novateur, ne peut exister sans son journal.

Créée en 1904, « l'Humanité » a contribué de façon décisive quinze ans plus tard à la création du Parti communiste français. Dans les années trente, il a été un instrument précieux de la formation d'un grand parti national. Outil de la réalisation du Front populaire, organe de la Résistance, « l'Humanité » était préparé à être le journal du renouvellement du Parti communiste. Il a accompagné ce mouvement de rénovation jusqu'à son plus récent et remarquable changement de formule adaptée à la stratégie de rassemblement de notre parti. Ce n'était pas seulement une question de maquette ou de « look », mais un changement en profondeur pour répon-

dre à l'attente des lecteurs et mettre en œuvre la politique audacieuse décidée par les communistes lors de leur 27<sup>e</sup> Congrès.

Plus accessible, informant plus largement, séparant les faits des commentaires, ouverte au débat et aux opinions diverses, la nouvelle formule de « l'Humanité » séduit, le plus souvent convainc. Car on ne fait plus de la politique comme avant. Les mots d'ordre, les slogans répétés ne suffisent plus. Nous l'avons souligné dans notre dernier congrès, c'est avec les gens, dans une démarche consciente, réfléchie, rassembleuse que nous créerons ensemble l'avenir. C'est à quoi s'emploie « l'Humanité ». Dans le même temps, l'« Humanité Dimanche » a confirmé son choix original d'exprimer « le parti pris des gens ».

De plus, les communistes vivent la vie de tous. La télévision, les sports, la crise urbaine, les ravages de la drogue et le développement du SIDA, pour ne prendre que ces exemples, les concernant tous. Sur ces terrains aussi, les consciences se structurent. Or, sur bon nombre de ces questions, les enquêtes, reportages, articles, points de vue de nos journaux constituent notre seule intervention constante.

Ainsi, dans un monde en profonde mutation, dans une société mouvante, le journal apporte à chaque lecteur les moyens de se forger sa propre opinion.

Enfin, la lecture et la diffusion de « l'Humanité » et de l'« Humanité Dimanche », l'existence d'un comité de diffusion de « l'Humanité » sont souvent l'acte élémentaire, l'acte constitutif de la cellule communiste. Qu'on me permette d'insister particulièrement sur l'entreprise : sans bataille autour de nos journaux, les idées, communistes y sont absentes. La capacité de réflexion et d'initiative de chaque cellule dépend essentiellement du rayonnement de son CDH. C'est le lien permanent entre tous les communistes, le moyen de donner à l'activité de chacun la portée d'une force nationale.

Dans la France d'aujourd'hui, la disparition d'un journal est un coup supplémentaire porté à la démocratie et à l'identité nationale. Ce combat intéresse tous les démocrates. Nous le menons et continuerons de le mener.

Mais, pour l'essentiel, la survie de « l'Humanité » en danger dépend de l'effort quotidien de toutes les organisations et de tous les militants communistes.

Que chacune, chacun en ait conscience, donc, et en tire toutes les conséquences pour sa propre contribution à l'effort indispensable : les quelques mois qui nous séparent de la Fête de l'Humanité sont décisifs.

Georges MARCHAIS

## SOUSCRIPTION

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES VÉTÉRANS :

Gaby GASPART 300 F - Joséphine et Georges DUGUY 400 F - Andrée CARTEAU 300 F - Xavier et Amélie MERCIER 600 F - Sbyrus PIESSE 300 F - Yvette et Raymond GUERIN 450 F - Claude DAUCE 200 F - Emilienne LAURENT 200 F - Paulette et Alexandre DENIGOT 400 F - Micheline et Louis GAUTIER 400 F - Léon ANGLERAUD 100 F - Denise et Lucien CHAUMONT 500 F - Pierre DURAND 500 F - Annick et Louis ADVENARD 500 F - Pierre MAHE 300 F - Yvonne NOBLET 300 F - André KERZANET 300 F - Albert GUYOMARCH 300 F - Andrée ALLARD 150 F - Rende LOSO 400 F - Maurice ROCHER 300 F - Catherine et Roger BARBOTTEAU 500 F - Lucienne et Lucien MORIN 500 F - Robert GUIRAUD 400 F.

### SECTION DE NANTES

Pierre VILPOUX, vétéran 100 F - Jean-Paul 1 500 F - Michel MOREAU 430 F - Francis LE LORRE, vétéran 100 F.

### SECTION DE ST-NAZAIRE

LA CHESNAIE : Corinne BARBIN 200 F - PENHOET : M. et Mme FEVRIER 35 F - Dominique FEVRIER 20 F - MUNICIPAL : Denise FRAIX 1 000 F - PLAISANCE : M. AUDRAIN 100 F - DOLMEN : Yvon TOUGNAUD 150 F - Nelly ROYER 100 F - Etienne CORLIER 50 F.

### SECTION DE LA BRIÈRE

Initiative financière à TRIGNAC : 17 740 F.

### SECTION DE LA BASSE-LOIRE

Christian PELLOQUET 150 F.

### SECTION REZÉ/SUD LOIRE

Germaine CHAUMONT, vétéran 200 F - Vincent LUCAS 150 F.

### SECTION DE SAINT-SÉBASTIEN

Claude GUILARD 100 F.

### SECTION DE LA PRESQU'ILE GUÉRANDAISE

Marcelle et Robert PITROU : 500 F.

### SECTION DES 3 RIVIÈRES

Don de la cellule de FEGREAC : 1 000 F.

### SECTION DE CHATEAUBRIANT

Fernand OGER, vétéran 300 F.

### NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITE

S.A.R.L. au capital de 50.000 F  
Siège social : 41, rue des Olivettes  
44000 Nantes  
R.C.S. Nantes  
N° SIRET 32151228700012  
Code A.P.E. : 5120

Gérant : M. Maurice ROCHER  
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau  
Associés à parts égales :  
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU  
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS  
PUBLICITE : Tél. 40.48.56.36  
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28  
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie  
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P. 406  
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

## NANTES : ACCUEIL DU SOIR EN MATERNELLE, NON A LA TARIFICATION

Depuis septembre 92, l'accueil du soir en maternelle est devenu payant à Nantes. Seuls les élus communistes se sont opposés à cette décision lors du Conseil Municipal du 29 juin 92.

Depuis la rentrée scolaire, les parents, à l'initiative des cellules du PCF ou des Conseils locaux F.C.P.E., se sont mobilisés pour obtenir l'abandon de cette mesure injuste qui pénalise de nombreuses familles.

La municipalité « banalise » cette tarification en disant que ce service reste abordable. La participation demandée par jour et par enfant et de 6 francs maximum. Pour un forfait de 18 jours par mois la note s'élève à 108 F.

Certaines familles ont deux enfants en maternelle. C'est

donc bien une charge supplémentaire non négligeable que l'on a imposé aux familles nantaises. D'ailleurs une baisse de fréquentation de 30 % environ a été constatée. Que sont devenus ces enfants ? Est-il raisonnable de croire que chaque famille ait pu individuellement mettre en place un accueil d'aussi bonne qualité.

La municipalité disait également ne plus pouvoir faire face au nombre grandissant d'enfants présents à l'accueil du soir. Le gonflement des effectifs traduit une demande sociale à laquelle il s'agit de faire face tout en renforçant la qualité de l'accueil et en respectant les mesures d'encadrement. Il ne s'agit pas bien sûr, pour faire face à la

demande, de transformer l'accueil en simple garderie.

Le temps passé à l'école est à mettre en relation avec les conditions de vie des parents, notamment ceux qui travaillent à deux. S'agirait-il d'une remise en cause du travail des femmes, ou d'une culpabilisation de celles qui ont fait ce choix ?

Pour nous, communistes, il ne s'agit pas de choisir entre la tarification ou la limitation autoritaire de l'accès à ce service.

L'accueil du soir fait partie du service public d'éducation non obligatoire mais ouvert à tous sans discrimination. Cette mesure s'inscrit dans un contexte plus large d'attaque de l'école maternelle (accueil des 2 ans de plus en plus difficile,

réforme des cycles, encouragements au développement des structures associatives pour la prise en charge des jeunes enfants) et nous croyons qu'elle ne soit que le premier maillon d'un engrenage mettant en cause le principe de gratuité et d'accessibilité de tous à la maternelle.

Devant le mécontentement des parents, le maire de Nantes s'est engagé en février à revoir le dossier à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre. Nous espérons que la municipalité revienne sur cette décision. Le retour de la droite au pouvoir va amplifier les charges déjà lourdes qui pèsent sur les familles. Les Nantais ne sauraient comprendre que la municipalité aille dans le même sens en maintenant cette tarification qui pénalise toutes les familles.

## PECHE - MAIGRES SUBVENTIONS ET IMPORTATIONS ACCRUES

Le gouvernement débloque des aides pour 80 millions de francs, mais laisse passer la décision des onze autres ministres de la CEE de relancer les importations sans droits de douane en provenance des pays tiers.

Le ministre de la Pêche, Jean Puech, a annoncé la répartition des 80 millions de francs inscrits au collectif budgétaire pour venir en aide à la pêche française sinistrée : 30 millions de francs sont destinés à améliorer les fonds propres des entreprises, 20 millions iront aux organisations de producteurs qui soutiennent les marchés, 14 millions de solde de subventions iront à la modernisation et à la

construction de navires, 5 millions seront affectés à la mise aux normes des ateliers de mareyage. Par ailleurs, 5 millions vont à la recherche de nouveaux lieux de pêche, 3 millions à la certification de la qualité du poisson et 3 millions à un observatoire économique. De plus, les prêts bonifiés sont prolongés pour trois ans et les 61 millions inscrits dans la loi de finance initiale 1993 - et gelés depuis - ont été débloqués.

Quelques heures avant cette annonce, 120 marins pêcheurs, venus du Finistère, du Morbihan et de la Loire-Atlantique, bloquaient trois postes de péages de l'autoroute A 11 au niveau de Laval, ainsi que la RN 157.

Depuis, d'autres actions se sont déroulées comme le blo-

cage du port des Sables d'Olonne.

Les pêcheurs protestent contre la crise que connaît leur profession depuis le début de l'année, et notamment contre la nouvelle baisse des cours enregistrée lors de ces derniers jours.

Ces actions sont aussi motivées par la décision prise par le ministre des Douze de relancer les importations sans droits de douane en provenance des pays tiers.

Avec l'abstention complice de la France, les onze autres ministres ont en effet décidé d'autoriser 27 500 tonnes de morue fraîche, réfrigérée ou congelée, 17 500 tonnes de lieu frais ou congelé, 3 000 tonnes de morue salée, 500 tonnes de morue



A la fête de l'HUMA, des professionnels de la pêche ont exposé les problèmes. On a discuté. Des convergences existent.

séchée, 2 000 tonnes de de filet de lieu salé, 3 900 tonnes de flétan noir pour l'industrie de la transformation.

Cette décision a été assortie d'un engagement de la Commis-

sion à « suivre l'évolution du fonctionnement du marché » et à « intervenir sans délai si elle constate une dégradation de la situation appelant une réaction de sa part » (sic) !

## LES VETERANS DU PCF DE LOIRE-ATLANTIQUE REUNIS A BATZ DEMANDENT AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'EN FINIR AVEC LE DEPOT DE GERBE SUR LA TOMBE A PETAIN



Une partie de vétérans du PCF après leur réunion.

### MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Réunis en assemblée générale au Bourg de Batz (44), le 18 mai 1993, les vétérans du Parti Communiste Français de Loire-Atlantique ont commémoré le cinquantième anniversaire des 5 procès de 1943 qui aboutirent à la condamnation à mort et à l'exécution au terrain de Bêle à Nantes de 50 de leurs camarades et à l'envoi de 56 autres dans les camps de concentration.

Tous ces camarades ont été arrêtés et torturés par les policiers sadiques de la S.P.A.C., section de police anticommuniste créée par Pétain.

Les vétérans s'étonnent que chaque année, le 11 novembre, on dépose en votre nom et au nom de la France, une gerbe à l'Île d'Yeu, sur la tombe de Pétain qui étrangla la République en juillet 1940, fit pourchasser les juifs, arrêter et torturer les résistants... De Pétain qui fût condamné à mort pour trahison et collaboration avec l'ennemi en temps de guerre par la Haute Cour de Justice.

Les vétérans souhaitent ardemment qu'on en finisse avec ce dépôt de gerbe sur la tombe de Pétain. Dépôt de gerbe qu'ils considèrent comme une insulte à tous les soldats et résistants tombés dans les combats contre le nazisme.

### DIMANCHE 20 JUIN A CHATEAUBRIANT INAUGURATION DU BOULEVARD FERNAND GRENIER

Ancien ministre du Général de Gaulle, évadé du camp de Choisel à Chateaubriant le 20 juin 1941

- Départ de Nantes à 8 h 45 place du Commerce
- Départ de Saint-Nazaire à 8 h 30 Maison du Peuple

10 h 30 : Inauguration du Boulevard Fernand Grenier

12 h 30 : Repas fraternel au restaurant « La Diligence » à Lusanger

Participation au frais : 130 F comprenant le transport et le repas à Lusanger.

Réservations avant le 14 juin, après de Maurice PICONNIER, 137 rue d'Anjou, 44600 Saint-Nazaire. Chèques à l'ordre du Comité départemental du Souvenir.

Le Lichen

Hôtel de Charme



VUE SUR MER  
CÔTE SAUVAGE

TEL. 40 23 91 92  
FAX 40 23 84 88

BAIE DU MANERICK - 44740 BATZ-SUR-MER

S.A.R.L. capital 50 000 F

EDF  
GDF

EDF GDF SERVICES  
NANTES ATLANTIQUE

Agence Saint-Nazaire Loire Océan

Le paiement mensuel  
un plus au service du public

# SUCCÈS DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

## 2 JOURS DE DISCUSSIONS, DE DÉBATS, DE RÉFLEXION, DE DÉTENTE



Claude Billard au débat sur l'emploi.

**NOUS PUBLIONS DES EXTRAITS DE L'INTERVENTION DE CLAUDE BILLARD AU COURS DU MEETING**

### INÉGALITÉS ENCORE AGGRAVÉES

Les problèmes sont nombreux et les récentes mesures du gouvernement Balladur constituent une attaque d'une exceptionnelle gravité contre votre protection sociale, et votre niveau de vie. Loin de contribuer à résoudre les problèmes auxquels vous mêmes et notre pays sont confrontés, les mesures qu'il prévoit ne peuvent que les aggraver, à commencer par le chômage et les inégalités sociales. Une brutale ponction fiscale et sociale de près de 100 milliards en année pleine est prévue sur les revenus des salariés, des retraités, des chômeurs pour faire de nouveaux cadeaux au patronat.

Dans la Loire-Atlantique, et selon la CGT 110.000 personnes sont au chômage et des centaines de nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées comme chez Huard à Chateaubriand, chez Chantelle à St Herblain, à la Biscuiterie Nantaise ou encore à la Grande Paroisse du site de Montoir.

Avec un pouvoir d'achat qui régresse pour des millions de ménages, c'est automatique-

ment une consommation qui diminue et donc une activité économique qui se réduit. Pour la première fois depuis 1975 nous connaissons une croissance négative.

Dans le domaine de l'agriculture, la chute continue des prix à la production, la politique agricole commune, la mise en jachère de 5 millions d'hectares, de terres cultivables conduit à la disparition de dizaines de milliers d'exploitations.

Il en va de même dans le secteur de la pêche où nombre de marins pêcheurs sont appelés à se saborder au nom de l'Europe bleue.

Songez qu'en 1992, la masse des profits s'est élevée à 1224 milliards de francs et celui des dividendes versés aux actionnaires à 447 milliards.

Ainsi par exemple, Mme Bettencourt la propriétaire de l'Oréal a vu en cinq ans, sa fortune personnelle passer de 10 à 18 milliards et demi de francs.

Songez que si de nombreu-

ses entreprises ont réalisé de fabuleux profits se sont souvent les mêmes qui multiplient le plus de licenciements. Peugeot par exemple, a enregistré en 1991 un résultat qui dépassait les 13 milliards de francs, mais dans le même temps, la direc-

tion a licencié dans toutes les entreprises du pays... et une partie importante du financement de ces licenciements était assuré par le fond national de l'emploi, c'est-à-dire l'argent des contribuables, notre argent.

### NON A LA POLITIQUE DE LA DROITE

NON - Nous disons résolument non. Nous sommes au cœur de l'inacceptable.

Des voix se font déjà entendre contre les mesures fondamentales, telles celles qui ont répondu jeudi 27 mai à la journée d'action et de manifestations décidée par la CGT.

En vérité, si nous disons non, ce n'est pas par entêtement, mais parce que de nos jours on ne peut plus prétendre résoudre les problèmes par l'injustice sociale. Une idée neuve doit grandir, elle est directement issue de la réalité de notre temps : si jusqu'ici personne n'a réussi à sortir de la crise, c'est parce que la justice sociale, le progrès social est le moteur du progrès économique.

Actuellement, sept ordinateurs sur dix, sept hi-fi sur dix, une machine outil sur deux achetés en France sont fabriqués à l'étranger. Il y a quelques années, nous avons lancé le mot d'ordre : « produisons et créons français ! ». N'est-il pas toujours valable aujourd'hui ? Nous proposons donc des mesures précises pour inciter à la relance des productions françaises afin qu'elles puissent satisfaire les besoins.

Il est temps également d'envisager de cesser ces rapports d'un autre temps avec les autres pays. Le gouvernement peut dire non aux délocalisations et importations sauvages et s'opposer au diktat que les USA veulent imposer à travers

### NOTRE FORCE C'EST NOTRE NOMBRE

Il n'y a pas de mystère, notre force c'est notre nombre ! En effet, aujourd'hui que l'on soit ouvrier ou technicien, ingénieur ou chômeur, enseignant ou paysan, nous sommes tous confrontés au même problème, nos difficultés ont une même source : la loi de l'argent que droite et patronat veulent renforcer.

Notre force c'est notre nombre ! Bien sûr nous nourrissons une grande diversité de pensées et de conceptions. Mais pour s'opposer à une politique qui appauvrit le peuple et le pays, pour s'y opposer ensemble, cela implique-t-il que nous soyons tous identiques ? En présence des grandes attaques que nous subissons, de l'arro-



### DES PROPOSITIONS EN DEBAT

Nous avons ces deux dernières années engagé de nombreux débats pluralistes dans tout le pays, à l'image de celui que nous avons tenu ce matin ici même sur la fête de l'Humanité. Nous avons en ces occasions beaucoup écouté ce que nous ont dit celles et ceux qui, comme nous, avaient réfléchi aux grands problèmes posés tel celui de l'emploi et du chômage. De ces rencontres sont nées des propositions.

Mais entendons nous bien,

ces propositions ne sont ni à suivre aveuglément, ni à prendre ou à laisser. Nous les soumettons à votre réflexion. Si elles vous conviennent alors faisons les nôtres, si elles ne vous satisfont pas, alors discutons en, formulons en d'autres ou bien modifions les. Ses propositions nous vous proposons d'en débattre, avec vos collègues de travail, vos voisins, vos amis.

Voilà notre conception de la

Un ami pour vos animaux familiers et une signature... 

VOTRE SPÉCIALISTE  
« ANIMALIER CONSEIL »

**L'ANIMALERIE**

87, avenue de la République  
44600 SAINT-NAZAIRE Tél. 40.22.54.60

MEDIA PLAN



Le jambon de la cellule HALVEQUE, de Nantes, pesait 6,772 kg.  
La gagnante est Mme Alice ROUSSEAU de St-Sébastien-sur-Loire.



Signature contre le projet de fermeture de la Grande Paroisse.

gance de la droite et du patronat, - songez au scandaleux comportement des dirigeants de SKF qui chassent les salariés comme les seigneurs congédiaient les manants - faut-il attendre que nous soyons d'accord sur tout pour conjurer nos efforts ? Au contraire, loin d'être un obstacle notre

diversité constitue notre force, de chacun de nos points de vue peuvent surgir les mêmes exigences de justice et de dignité.

Unissons nos efforts de réflexion et construisons des propositions qui nous deviennent communes, qui nous appartiennent à tous.

## L'ESPACE « VIE ECONOMIQUE » A CONNU UN VIF SUCCÈS

En inaugurant cet espace, Marc Justy au nom de l'ADECRA et de la Fédération du Parti devait notamment déclarer « tout naturellement les élus communistes et républicains trouvent leur place au sein de cette fête. C'est pourquoi notre association vous propose cette espace conçu comme un lieu de rencontre, d'échanges ».

Après avoir abordé le problème du chômage et les difficultés des collectivités territoriales qui financent rappelait-il, 75 % des investissements publics du pays, il soulignait l'action des élus communistes et républicains pour améliorer la qualité de la vie des habitants dans des domaines comme l'élimina-

tion des ordures ménagères lutte contre les pollutions, la protection des zones humides, l'estuaire de la Loire, l'alimentation de la population en eau potable en quantité suffisante et de qualité concernant les déchets, il précisait : « produire moins de déchets, traiter compacter, recycler, les élus communistes et républicains contribuent à ce que l'agglomération de St-Nazaire, la Presqu'île Guérandaise et l'ensemble de la Brière prennent ce problème à bras le corps. Il terminait en remerciant les entreprises partenaires des collectivités qui sont venues exposer leurs compétences et les annonceurs pour l'aide et la confiance qu'ils ont apportées.

Ci-contre une vue de l'exposition du Conseil Régional sur le Tour du Monde à la voile de Bruno Peyron.

politique, ensemble réfléchissons à ce qu'il faut faire, ensemble décidons comment

modifier le cours des choses, comment faire aboutir ces propositions.

## UN PARTI COMMUNISTE OUVERT

Le Parti Communiste Français a eu le courage de se remettre profondément en cause pour mieux répondre à vos attentes et être adapté aux conditions et aux transformations du monde aujourd'hui. Au cœur de tout, nous plaçons l'homme, ses besoins, ses capacités, son intelligence. Il doit être le bénéficiaire et

l'acteur des transformations nécessaires.

Nous voulons vraiment faire du neuf : que ce soit le peuple, dans toutes sa diversité, qui ait la maîtrise du cours des choses et de son propre sort. Rien de bon ne peut venir sans que ce soit vous-même qui l'exigiez.

Le mouvement de la jeunesse communiste. A son stand, on y discute de la loi sur la jeunesse.



Nicolas PEYRAC, Patrick LESAUX, le chanteur du carpodium Pernod ont été appréciés du public ainsi que tous les acteurs des diverses animations sportives et artistiques.



Des associations amies étaient présentes.

## RESULTAT DU CONCOURS DE PÊCHE



Le vainqueur.

Total de prises : 16,935 kg

- |   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 1 <sup>er</sup> - LE MAUFF<br>(Brême Trignacaise)                             | 5 <sup>e</sup> - FOUCHER            |
| 2 <sup>e</sup> - Cheval   | 6 <sup>e</sup> - VINÇON             |
| 3 <sup>e</sup> - PICQUEL (Savenay,<br>membre de l'équipe<br>de France Junior) | 7 <sup>e</sup> - BADEAU             |
| 4 <sup>e</sup> - DUVERNAIS  | 8 <sup>e</sup> - LETOULLEC          |
|   | 9 <sup>e</sup> - YVIQUEL            |
|   | 10 <sup>e</sup> - NIELLEZ<br>etc... |

Nous remercions tous ceux qui nous ont aidés à assurer le succès du concours, ainsi que les magasins « RALLYE » qui ont offert la coupe du vainqueur, « LE COMPTOIR DU PECHEUR » et « AQUARIUM » qui ont offerts des lots.

## MANIFESTATIONS LE 15 JUIN

A L'APPEL DE LA CGT LA CFDT FO LA CFTC ET LE SOUTIEN DE LA FSU A NANTES - ST-NAZAIRE CHATEAUBRIANT et ANCENIS

Pour la CGT, forte de l'action menée le 27 Mai dernier, face au plan Balladur il faut se rassembler et agir pour imposer des objectifs revendicatifs qui soient en rupture avec la dégradation de l'emploi, du pouvoir d'achat, de l'industrie et des services publics et l'aggravation des phénomènes de marginalisation et d'exclusion.

REPRO SERVICE 44

Martine DOUILLARD

Plan - Copie - Copie Couleur - Reliure - Façonnage - P.A.O. Fourniture Bureau et Dessin

36, Bd de la Libération - 44600 ST-NAZAIRE  
Tél. : 40 22 09 20 - Fax : 40 66 29 20

EXPOSITION DE PEINTURE SUR LE THEME « Ensemble construisons la Paix » est proposée au public jusqu'au 12 Juin à la Maison du Peuple à ST-NAZAIRE

# NON AU PROJET DE FERMETURE DE LA GRANDE PAROISSE L'USINE DE MONTOIR DOIT VIVRE

## REPONDRE AUX BESOINS DES HOMMES

Au rythme où va la démographie, en l'an 2025, la population mondiale devrait atteindre 8,5 milliards d'habitants, soit une augmentation de l'ordre de 50 %.

Il faudra donc bien augmenter la production agricole si l'on veut répondre de façon urgente à la famine qui règne aujourd'hui dans de nombreux pays sinon, d'après l'ONU, 12 millions d'enfants mourront de faim rapidement.

L'agriculture doit être en mesure de satisfaire les besoins de la génération actuelle et en même temps, se préparer à répondre à ceux des générations futures.

Aujourd'hui, les industriels des phytos et des engrais, opèrent des choix inverses : fermetures de sites industriels ; réductions d'effectifs dans les unités de productions et dans les équipes commerciales, ne permettant pas de répondre à ces exigences.

Aujourd'hui, les directions des entreprises des engrais et des phytosanitaires utilisent les effets de la réforme de la P.A.C. (Politique Agricole Commune) et les menaces que font peser les négociations du G.A.T.T. (General Agreement on Tariffs and Trade) pour justifier leur politique de régression sociale.

Conçue au départ pour répondre à l'intégration européenne et non aux besoins des populations, la P.A.C. avait besoin d'être modifiée. Mais ce sont les principes de son fondement, déjà mis à mal en pratique, qu'il convenait de renforcer :

- préférence communautaire ;
- garantie des prix à la production ;
- solidarité financière entre les Etats membres.

L'accord intervenu à Bruxelles en mai 1992 pour la période 93/96 se traduit par :

- une baisse de 29 % du prix des céréales,
- une mise en jachère de 15 % des terres céréalières
- une baisse de 15 % du prix de la viande bovine
- une nouvelle réduction des quotas laitiers (- 5 %).

Pour la France, c'est une restructuration sans précédent de l'agriculture entraînant la suppression de milliers d'emplois dans ce secteur et dans les industries de transformation, dans les engrais et phytosanitaires, ainsi que la poursuite de la disparition des exploitations familiales petites et moyennes.



## DES INDUSTRIES EN DANGER

Le rendement de l'agriculture dépend pour une grande part de la qualité de la fertilisation des sols. Le recours aux engrais chimiques est donc un passage obligatoire pour l'agriculteur.

Les mesures gouvernementales en matière agricole, la baisse de leur pouvoir d'achat, frappent donc de plein fouet notre industrie, entraînant à terme une baisse de la consommation de l'ordre de 30 %.

En 1992, alors que le marché est en régression, les

importations sont toujours en légère augmentation et représentent plus de 50 % du marché national.

Partant de ce constat les producteurs de fertilisants veulent adapter leurs outils aux nouvelles données du marché. Cette politique a conduit depuis 1982 à 6.600 suppressions d'emplois et à la fermeture de 14 sites de production.

L'Etat français doit confirmer ce secteur comme stra-

tégique pour la première agriculture européenne.

A partir de cette option politique, il faut :

- assurer la pérennité et le développement de cette activité, notamment au travers de la recherche sur les engrais retardants.

- s'engager résolument dans la reconquête de part de marché.

- investir pour moderniser l'outil de production.

## IL FAUT ARRETER CETTE HECATOMBE

Les pouvoirs publics doivent :

- dire leur attachement à la production agricole

- dénoncer la dernière réforme de la P.A.C.

- utiliser le droit de veto dans les négociations du G.A.T.T.

- confirmer les secteurs engrais et phytosanitaires comme stratégiques pour l'indépendance de l'agriculture (1<sup>re</sup> européenne/3<sup>e</sup> mondiale) et pour l'économie nationale.

- établir des courants de convergences avec le monde agricole (organisations, syndicats d'agriculteurs, coopératives, CUMA, Instituts

spécialisés...) afin de s'opposer, ensemble, aux décisions néfastes pour l'agriculture (réforme de la P.A.C., G.A.T.T., jachère, etc...)

Notre potentiel industriel dispose d'une technologie et de salariés capables de produire dans le respect de l'environnement pour les besoins de notre agriculture.

Nos industries sont porteuses d'avenir. Cela implique la mise en place d'une nouvelle stratégie économique et sociale, débouchant sur le plein emploi, l'utilisation de la totalité des capacités de production et de recherche répondant aux besoins.

## LA RIPOSTE S'ORGANISE

La centaine de salariés de la Grande Paroisse de Montoir ne s'accommode pas du projet de fermeture de son usine. Réunis en assemblée générale ils ont décidé de manifester à Paris le 9 juin, devant le siège du groupe.

Le conseil municipal de Montoir présidé par son maire, Hubert Bouyer, a unanimement condamné ce néfaste projet.

Au cours d'une récente action devant l'usine Elf dont la Grande Paroisse à travers Atochem est une filiale, le représentant de la CFDT déclarait « la société Elf a une responsabilité particulière au niveau du bassin d'emploi

nazairien et doit donc s'attacher à reclasser le personnel et à rechercher des activités nouvelles sur le site ».

Pour le représentant de la CGT, Michel Seignard, l'usine de Montoir peut vivre. En montrant que « le premier producteur français d'engrais ne détient plus que 30 % du marché national dans un pays qui est le premier pays agricole européen » il conclut que produire français, c'est possible. Il estime que l'Etat principal actionnaire d'Elf doit développer le secteur des engrais car il est « stratégique pour l'indépendance de la première agriculture européenne ».

## SAUVONS LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE MINDIN

L'avenir de la Maison Départementale de Mindin est menacé. Des craintes pèsent sur l'accueil des handicapés et le maintien des emplois.

En effet, sous la pression des précédents ministres de la Santé (particulièrement M. EVIN), la DDASS et la DDIS demandent que soit modifié le statut juridique de la Maison Départementale de Mindin.

Cette orientation s'inscrit dans le but évident de réduire les dépenses de santé. Ainsi, cette mesure permettrait (dans un premier temps) de supprimer au moins 250 lits d'adultes handicapés.

Cette suppression de 250 lits est un non-sens quand, en Loire-Atlantique, mais aussi au niveau du pays, le nombre d'établissements d'accueil fait cruellement défaut.

Naturellement, la fermeture de ces lits s'accompagnerait inévitablement de suppressions d'emplois (toujours soit-disant pour réduire les dépenses de santé), dans une région déjà sinistrée par le chômage.

Ainsi, nous entrerions dans une logique de démantèlement de la

Maison Départementale de Mindin avec toutes les conséquences économiques et sociales, que cela entraînerait pour Saint-Brévin et l'ensemble du Pays de Retz.

Rappelons que la M.D.M. emploie environ 900 agents. Elle est le plus important employeur local et loin d'être isolé, ce problème posé à la M.D.M. est celui de faire passer les impératifs financiers avant les impératifs de santé publique.

### Cela ne peut être accepté

Au contraire, nous devons inverser cette logique : moderniser l'unité de Mindin, suppose de maintenir, voire d'augmenter l'accueil des handicapés pour favoriser et développer les emplois.

Ce n'est pas un coût, mais un investissement pour l'intérêt de toute la population de notre région.

C'est pourquoi, il convient de rassembler la population, les salariés, les familles des handicapés... pour refuser cette mauvaise décision.

Dans l'immédiat, les élus communistes de Saint-Brévin, la cel-

lule du P.C.F. apportent leur solution au comité de défense de la M.D.M. Ils proposent :

1 - La mise en place de structures prenant en compte la pathologie des résidents ayant leur propre direction fonctionnelle chapeauté par une seule direction générale.

2 - Le maintien, voire le développement de la capacité d'accueil de la M.D.M.

3 - La préservation des emplois...

4 - Des prises en charge suffisantes permettant d'assurer une meilleure qualité de soins des résidents et des meilleures conditions de travail du personnel.

### Rien n'est encore joué !

Il est encore temps d'agir pour porter un coup d'arrêt au démantèlement de la M.D.M. !

Pour leur part, les élus communistes de Saint-Brévin et la cellule de Saint-Brévin vont engager une campagne de pétitions et appellent la population à riposter contre le ministère et les organismes de tutelle afin d'imposer d'autres choix.

## COURRIER D'UN LECTEUR

De qui se moque-t-on ? On sait que l'on est au temps des grandes réformes, mais je crois qu'il ne faut pas pousser le bouchon trop loin.

Qu'elle ne fût pas leur surprise quand tous les habitants de NANTES MALAKOF et des environs, ont reçu le mois dernier leur quittance de loyer pour le mois d'avril. Si les restrictions sont entrées en vigueur avec le gouvernement (augmentation de la C.S.G. à 2,4 %...) je crois que notre quittance n'est réellement pas loin de l'équivalent de cette augmentation.

Si ma mémoire ne me fait pas défaut, H.L.M. veut bien dire Habitation à loyer modéré, de toute évidence le terme employé reste approprié, mais ce que nous avons tous constaté au mois d'avril, c'est l'augmentation des charges qui nous incombent, et contre cela que pouvons-nous faire ?

Nous n'avons plus aucun moyen de contrôle sur notre consommation d'eau, sur le chauffage qui nous est distribué suivant les tours et les appartements, sur les provisions d'eau froide et d'eau chaude, enfin sur les futures taxes pour la réhabilitation du quartier.

Devons-nous toujours payer sans jamais rien dire, par peur des pénalités ou des mesures prises à notre encontre ? Je reste convaincue que non.

On vit dans une société où les grosses entreprises telle que NANTES HABITAT peuvent arriver à épargner sur notre dos, alors que nous, nous ne sommes même pas capable de mettre 100 Francs d'économie par mois.

Le procédé est simple, nous payons sur des consommations irréelles, sur des provisions faussées, sur des factures intermédiaires. Mais le pire dans cette histoire, est que notre compte personnel ne tourne pas avec un revenu intermédiaire.

Quand on sait que dans cette micro société, qu'est Malakof, des gens vivent avec des indemnités journalières de Sécurité Sociale de 25 francs par jour, ou par des fonds de solidarité de 1200 francs par mois, comment voulez-vous qu'ils puissent payer leur quittance de loyer, dont les charges sont pratiquement équivalentes à leur loyer net, quand des organismes telles que la C.A.F. ou l'A.P.L. sont calculés sur le loyer net ?

Je crois que le temps du respect du citoyen est arrivé, et qu'il est important de remettre les pendules à l'heure pour que tout le monde puisse vivre sur un pied d'égalité, et que notre jeunesse qui arrive puisse connaître une vie plus correcte que leurs parents.

COSTARD Dominique

— Parce que la vie collective suscite  
sans cesse des besoins nouveaux.



 groupe gifco

DES RÉPONSES

POUR LES

COLLECTIVITÉS

DU 2 AU 12 JUIN :

les Olympiques

jamais personne n'est allé aussi loin !

**E. LECLERC**



— 1950-1993 —  
Depuis 1950,  
notre objectif n'a pas  
changé :

**Etre moins cher sur TOUT**

Parce que le TOUT n'est pas de vendre moins cher, mais de  
vendre TOUT moins cher.

•  
**TOUS les jours**

Parce que les vraies économies se font sur les achats  
de TOUTS les jours.

•  
**Sur TOUT le choix**

Le choix le plus large, au plus bas prix.

•  
**Depuis TOUJOURS**

Parce que c'est la volonté d'être moins cher  
qui nous a fait naître et grandir.



**"MOINS CHER SUR TOUT"**

Notre objectif depuis toujours.

**LA FORCE 6 :**

**LEADER DES PRIX**

**ORVAULT « GRAND VAL » REZÉ ATOUT SUD RTE DE PORNIC -  
ATLANTIS ST HERBLAIN  
PARIDIS ROUTE DE PARIS - Rte de LA ROCHELLE ZONE OCEANE  
BASSE GOULAINÉ POLE SUD**